

BULLETIN INTERIEUR

DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

NOVEMBRE-DECEMBRE 1936.
N° 9. — Prix du N° : 0 fr. 20.

Secrétaire Politique :
MARCEAU PIVERT.

Secrétariat Administratif :
5. Villa Marguerite, à Issy-Les Moulineaux.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Lundi 21 Décembre
à 21 heures

MAISON DU PEUPLE DU X^e

18, rue Parmentier.
METRO : GONGOURT

CAMARADES DE SEINE-ET-OISE

Nous vous informons que, depuis le 1^{er} décembre, le Comité directeur de la G.R. pour la France, afin de décentraliser et d'étendre notre mouvement, a décidé que la Fédération de Seine-et-Oise serait complètement autonome de la Seine.

En conséquence, un Comité directeur pour Seine-et-Oise — dont nous communiquerons les noms ultérieurement — a été nommé dans une assemblée générale.

Pour tous renseignements, adhésions et correspondants journaux « G.R. », etc..., s'adresser au secrétaire : ROUSSAT, 44, rue Lemercier, à Paris (17^e).

Pour l'envoi des fonds : Trésorier, ALEXIS, 8, avenue Jean-Jaurès, Sartrouville (S.-et-O.).

NOTRE DÉMOCRATIE

Nous voulons faire de notre mouvement G.R. un modèle d'organisation au service de la Révolution prolétarienne. La première condition à remplir pour atteindre ce but c'est de préparer des cadres solides sachant retrouver leur route au milieu des camouflages de l'ennemi de classe et des illusions réformistes. Nous voulons que les militants G.R. s'apprennent à penser par eux-mêmes; notre plateforme fondamentale doit être étudiée, commentée, assimilée par les groupes et les isolés. Et lorsque surgit dans le ciel politique un événement imprévu (il y en aura toujours... et parfois même décisif!), le bon militant G.R. doit s'habituer à reconnaître très vite la bonne orientation. Nous l'y aiderons, par notre bulletin. Nous nous aiderons mutuellement, en toute amitié fraternelle et sans jamais laisser place à la moindre déviation.

Un problème dramatique s'est posé à nous : l'aide à la Révolution espagnole. Des courants très troubles, au sein même du prolétariat, sont venus le compliquer encore. Pour vérifier, en toute objectivité, le sentiment profond de nos camarades adhérents G.R., nous avons décidé, au Comité directeur, de soumettre à la réflexion de tous trois « thèses » différentes, sans signatures. Pour que nos amis puissent se débrouiller au milieu des idées sans être trompés par leur sympathie naturelle pour les hommes, nous avons voulu tenter cette expérience.

Lisez donc, camarades G.R. Pesez bien chaque texte. Et faites-nous connaître votre choix. (Thèse n° 1, n° 2, n° 3.)

D'une manière plus générale, notre réseau d'informations politiques doit se resserrer et s'organiser à mesure que se développe notre mouvement. Nous savons les mesquineries dont nous sommes l'objet dans certaines fédérations. Nous ne pouvons vraiment nous faire respecter que si nous sommes renseignés exactement par des militants sérieux, qui ne se laissent pas détourner de leur rôle d'avant-garde par des considérations de personne. Constituez donc, dans chaque fédération, votre réseau de correspondants sous la direction d'un militant choisi par vous, et qui sera en rapport direct avec G. Floutard, 5, villa Marguerite, à Issy-les-Moulineaux.

Vos lettres, vos questions et vos réponses devront passer par ce correspondant fédéral. Dans la Seine, écrire à Krihiff.

Rappel d'une bonne précaution : En dehors de ce réseau, ne répondez à un militant qui se réclame de la G.R. et qui vous interroge s'il vous montre sa carte en règle et un mot du secrétariat l'accréditant auprès de vous...

Et rappel d'une tâche essentielle : Diffusez notre Revue mensuelle au maximum dans tous les milieux prolétariens.

Et courage, camarades! Les mots d'ordre G.R., en s'emparant des masses, deviendront des forces irrésistibles...

Marceau Pivert.

P.-S. — Nous voulons également donner une part plus importante de la direction politique de la G.R. à nos camarades de province. Nous préparerons une désignation plus équitable d'un Comité directeur réellement étendu au cadre national. Dès maintenant faites-nous connaître les candidatures que vous désirez soumettre au vote des adhérents.

THESE A

SUR LA QUESTION ESPAGNOLE

1° Le putsch fasciste du 19 juillet a ouvert une nouvelle phase de la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution fasciste.

2° Le prolétariat international doit s'engager à fond aux côtés du prolétariat espagnol, dans une lutte directe pour le boycottage du ravitaillement de Franco et pour une aide efficace à la révolution espagnole.

3° De son côté, la bourgeoisie internationale est entraînée à la constitution d'un front unique contre-révolutionnaire (comme en 1871, comme en 1918...).

4° Des conservateurs anglais à Hitler et Mussolini, ce front unique serait déjà formé si le gouvernement de Front populaire n'avait paré à ce péril par son initiative diplomatique du 8 août.

5° Le gouvernement de Front populaire est nécessairement placé dans le cadre des obligations qui résultent de sa composition et de sa nature. Tel qu'il est constitué et prisonnier, qu'il est, des nécessités diplomatiques qui l'associent à l'Angleterre et l'U.R.S.S., il ne peut avoir pour mission que de refuser aux

impérialismes surexcités l'occasion de la guerre menaçante.

6° Sur ce plan, l'accord du gouvernement et de l'U.R.S.S. semble particulièrement mis en évidence par la note Maïsky au Comité de non-intervention le 4 décembre.

Cependant une pression croissante s'exerce pour que le gouvernement prenne, seul, l'initiative de rétablir la liberté commerciale.

7° Cette pression exprime une tendance extrêmement dangereuse à résoudre au besoin par la guerre les difficultés qui ne peuvent disparaître que par la Révolution. Elle s'accompagne, en effet, de tout un système de freinage du cours de la révolution espagnole et de consolidation, en France, de la démocratie bourgeoise.

8° Pour écarter la guerre et ouvrir la voie révolutionnaire, l'aide efficace à l'Espagne ne peut se concevoir que sur le plan de l'action directe de classe.

9° Il faut venir de cette manière au secours de la révolution espagnole et là aussi tout est possible. C'est ce qui a permis la résistance avant le 12 octobre, date de l'effort direct de l'U.R.S.S. Celle-ci aurait pu être formidable et décisive si dès le début, comme nous l'avons demandé, toutes les organisations ouvrières internationales avaient engagé le travail révolutionnaire sur son véritable terrain.

10° Elle aurait abouti, sans doute, à une situation impossible pour le gouvernement de Front populaire, les syndicats contrôlant la production, le transport, le passage des armes... Mais alors, la chute du gouvernement ouvrirait au prolétariat la voie vers le pouvoir. La levée effective du blocus par le prolétariat permettrait de mesurer le vrai rapport de forces ailleurs que dans le cadre parlementaire.

En résumé, si la neutralité du gouvernement doit prendre fin, cela ne peut être qu'en accord avec l'U.R.S.S. et l'Angleterre.

Mais le prolétariat, lui, n'est pas neutre, ne peut pas être prisonnier du jeu diplomatique et doit développer son action spécifique.

Deux voies s'ouvrent devant nous :

— Initiative du gouvernement qui conduit à l'intervention armée, c'est-à-dire à la guerre.

— Initiative de la classe ouvrière, qui conduit à la grève générale et à la révolution.

Fidèles à notre plateforme fondamentale, nous qui n'acceptons sous aucun prétexte de faire la guerre sous la direction de notre bourgeoisie, nous avons choisi la seconde voie et nous appelons les révolutionnaires conséquents à la choisir avec nous.

• • •

THESE B

SUR LA QUESTION ESPAGNOLE

La Gauche Révolutionnaire du Parti socialiste S.F.I.O. :

1° Considère que la guerre civile d'Espagne oppose d'une façon décisive le capitalisme international au prolétariat luttant pour son émancipation;

2° Elle pense que la défaite des travailleurs

d'Espagne pousserait les fascistes français, avec l'appui de leurs alliés d'Allemagne et d'Italie, à déclencher la guerre contre le prolétariat pour éradiquer définitivement les dernières libertés démocratiques dans notre pays et le reste de l'Europe;

Que la victoire des travailleurs d'Espagne ébranlerait les dictatures fascistes, et par là atténuerait le péril de guerre en donnant dans tous les pays une grande impulsion à la révolution socialiste;

3° Elle constate que la bourgeoisie française, qui ne cache pas sa sympathie pour Franco, est unanime, depuis l'Action française jusqu'au Parti radical, pour exiger l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne; que cette bourgeoisie savait parfaitement d'avance le caractère unilatéral de cet embargo destiné à étouffer le prolétariat espagnol;

4° Elle constate que le gouvernement de Front populaire cède devant la violente campagne « neutraliste » du capitalisme français et international, en transformant contre toute logique, et contrairement aux engagements antérieurs, l'embargo conditionnel et rétropropre, en embargo définitif et unilatéral;

5° Elle affirme que cette politique, dite de « non-intervention », n'est pas plus justifiable par des considérations pacifistes que ne le fut celle de Laval à l'égard du peuple éthiopien. Ceci pour deux raisons: d'une part, parce qu'elle a aggravé les antagonismes impérialistes en Méditerranée, et d'autre part, parce que le gouvernement actuel, sans avoir essayé sérieusement de résoudre les problèmes brûlants de la stabilité européenne, met son espoir dans le surarmement et la militarisation intégrale du pays, dont l'aboutissement ne peut être que le fascisme ou la guerre;

6° La Gauche Révolutionnaire affirme sa foi dans la victoire finale des héroïques combattants du peuple d'Espagne, mais elle constate que le blocus actuel élève entre les prolétariats des deux pays une barrière formidable qui empêche la solidarité internationale de se réaliser effectivement, malgré les actes individuels de contrebande, si courageux qu'ils soient;

7° La Gauche Révolutionnaire constate la souplesse et l'audace de la politique de l'U.R.S.S. qui, tout en restant au Comité de Londres (intervention de Malsky, le 4 décembre), a ravitaillé effectivement les républicains en armes et en munitions, et a permis ainsi la résistance de Madrid; mais elle craint que l'influence grandissante des méthodes bureaucratiques stalinienne n'enlève à la révolution espagnole son caractère socialiste et fraternel;

8° La Gauche Révolutionnaire constate l'incompatibilité d'une action directe avec le maintien de l'embargo;

9° Elle demande au gouvernement:

a) De s'inspirer de la conduite de l'U.R.S.S. en reprenant vis-à-vis du Comité de Londres une liberté analogue à celle que les fascistes n'ont pas cessé de conserver, liberté aboutissant en fait à la levée de l'embargo en faveur de l'Espagne socialiste;

b) De nationaliser, non sur le papier, mais en réalité, les industries de guerre qui, aujourd'hui encore, fournissent impunément des armes aux rebelles;

c) D'écartier en même temps les périls de guerre extérieure et de militarisation intérieure, par une politique audacieuse de paix constructive en Europe; révision du traité de Versailles, octroi de débouchés à l'Allemagne, conférence de désarmement;

10° La Gauche Révolutionnaire appelle la classe ouvrière et ses organisations, en pre-

mier lieu la C.G.T., à exercer par l'action directe une pression énergique sur le gouvernement afin que celui-ci, délivré de l'emprise bourgeoise, réalise les trois points définis ci-dessus;

11° Elle appelle les masses populaires à organiser en même temps, par tous les moyens, le ravitaillement direct de nos frères espagnols, à boycotter l'envoi d'armes aux rebelles, à saboter la publication des films et journaux favorables à Franco;

12° Elle voit dans le soutien à la révolution espagnole un puissant levier de l'action des masses contre le capitalisme, le militarisme et le fascisme, et une étape importante vers la révolution dans notre pays.

• • •

THESE C

POUR LE REFERENDUM DANS LA G. R.

1° L'action autonome de classe du prolétariat français et international est le véritable moyen d'aider la révolution espagnole; mais, au stade actuel de l'évolution sociale, l'efficacité d'une telle action dépend inévitablement de l'attitude des pouvoirs publics. Le prolétariat de chaque pays doit encore exercer une pression sur son propre gouvernement pour que celui-ci prenne, compte tenu de sa composition et de son orientation politique, l'attitude la plus favorable possible à l'action ouvrière autonome.

2° Les travailleurs français ont pu penser que la politique de non-intervention officielle et d'embargo sur les armes était, de la part du gouvernement français, la plus favorable à la révolution espagnole parce qu'elle évitait une guerre européenne néfaste au prolétariat de tous les pays et, en particulier, au prolétariat espagnol. Les travailleurs français étaient d'ailleurs en droit d'espérer que, malgré la décision officielle d'embargo, leur action propre d'aide à l'Espagne ne serait pas entravée trop rigoureusement par un gouvernement de Front populaire.

3° A l'heure actuelle, la Russie, liée à la France par le pacte franco-soviétique, étant intervenue ouvertement en Espagne, nous courons un risque de guerre aussi grave que si nous étions intervenus nous-mêmes. Pour être logique, il faut ou bien lever l'embargo, ou bien dénoncer le pacte franco-soviétique.

D'autre part, la police française exerce, depuis quelques semaines, une action répressive intense contre les travailleurs qui essaient, malgré l'embargo, d'apporter une aide efficace à l'Espagne républicaine.

4° La politique actuelle du gouvernement Blum ne présentant plus que des inconvénients sans avantages, nous devons réclamer la levée immédiate de l'embargo; mais, en formulant cette revendication, nous nous différencierons nettement des communistes en proclamant que nous voulons aider l'Espagne dans le but, non pas seulement de vaincre le fascisme, mais d'assurer le triomphe de la révolution socialiste.

5° La solution qui consiste à réaliser la « levée effective du blocus » par l'action autonome de classe sans dénoncer au préalable le « maintien légal de ce blocus » par le gouvernement, est pratiquement inapplicable; en effet, étant donnée l'inertie actuelle d'une grande partie du prolétariat, on ne pourrait l'amener à un degré de combativité suffisant pour la « levée effective du blocus » que par une propagande intense, massive et prolongée. Cette propagande serait impraticable de la part d'une organisation qui déclarerait approuver le maintien légal du blocus gouvernemental.

6° Nous ne méconnaissons pas la gravité de la situation internationale et nous nous refusons, aussi catégoriquement que par le passé, à accepter la guerre européenne qui peut en découler: d'une part, parce que cette guerre serait abominablement meurtrière; d'autre part, parce qu'elle prendrait rapidement le même caractère capitaliste que toutes les guerres internationales antérieures.

7° Si la guerre européenne menace, la cause unique n'en est pas dans les antagonismes idéologiques exacerbés par les événements d'Espagne. Il y a deux autres causes au moins aussi importantes: le déséquilibre économique persistant depuis le Traité de Versailles, le surarmement intensif de toutes les grandes nations. Le gouvernement Blum, on ne sait pourquoi, semble ignorer ces deux dernières causes; il se comporte comme si le maintien de la neutralité dans les affaires d'Espagne pouvait contribuer à réduire les dangers de guerre. L'intérêt de la classe ouvrière commande une attitude inverse: nous devons affronter les difficultés internationales éventuelles que pourrait créer notre aide à l'Espagne, car la victoire de la révolution espagnole est une condition de la marche vers le socialisme en Europe; mais nous devons exiger l'élimination des autres causes de guerre, en réclamant l'ouverture immédiate de négociations pour la révision des traités (qui ne peut porter préjudice qu'au capitalisme français) et pour le désarmement général. En même temps qu'il offrirait de telles négociations, le gouvernement de Front populaire devrait montrer sa bonne foi en arrêtant net les mesures en cours de surarmement et de militarisation du pays.

8° La détente créée en Europe par l'affirmation de la volonté pacifique du Front populaire français et par sa répudiation de l'impérialisme des gouvernements précédents, neutraliserait sans doute les risques de guerre entraînés par la révolution d'Espagne, tout au moins pendant le délai nécessaire à l'écrasement de Franco, à l'instauration d'une République socialiste ibérique et à la progression des masses ouvrières françaises jusqu'au stade permettant la prise révolutionnaire du pouvoir.

9° Il semble qu'une telle tactique soit la seule qui permette de « faire passer la révolution avant la guerre », objectif que doivent poursuivre ceux des adhérents de la G. R. qui se refusent à qualifier la guerre européenne qui vient de guerre révolutionnaire et à compter sur elle pour l'établissement du socialisme.

T.S.F.

Le camarade Le Quemant, station Radio Amateur F 8 J Y, prie les camarades « G.R. » possédant un poste radio avec gamme « onde courte » 19-60 m., de bien vouloir se faire connaître.

Fera un soir, à fixer, un appel convenu dans la bande 40 m. en téléphonée aux camarades du groupe.

Demandera conditions de réception.

P.-S. — En vue création groupe d'informations, réunions, etc...

LE QUEMANT.

(Radio-Liberté, 6^e Commission.)

Prière de joindre un timbre de 0 fr. 50 à toute lettre demandant une réponse.

Le gérant: J. LEPEUVRE.



L'Emancipatrice, Imp. coopérative.
Rue de Pondichéry, 3, Paris, 13^e 12.30
G. DODRILLE, Administrateur-Délégué.